

ne connaîtrait pas, autrement, les limites de la tâche qui lui serait assignée, et elle risquerait de s'égarer, prise entre la crainte de faire trop et de se transformer en un comité de salut public, et celle de ne pas faire assez et, en ne remplissant pas les fonctions qui lui sont dévolues, de devenir entièrement inutile. Le Délégué d'Italie, en conséquence, demande que la Conférence veuille bien décider que les propositions de M. Aoki, ayant la priorité, seront discutées en premier lieu à la prochaine séance.

Le Président propose que la Conférence s'ajourne au jeudi 9 décembre, à 2 heures de l'après-midi. (1)

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 5 heures un quart.

Signé:

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Certifié conforme à l'original:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

its way between the fear, on the one hand, of doing too much and becoming a Committee of Public safety, and the fear, on the other hand, of not doing enough, and, by not fulfilling its duties, becoming quite useless. He begged the Conference, therefore, to rule that Mr. Aoki's Propositions, which had the priority, should be taken first in order of discussion at the next meeting.

The President proposed that the Conference should adjourn until Thursday the 9th of December at 2 o'clock in the afternoon. (1)

This proposal was adopted, and the meeting terminated at a quarter past 5 o'clock.

Signed:

INOUE KAORU.
AOKI SIUZO.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certified to be a correct copy:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

(1) Cette date a été ultérieurement reportée au mardi 14 (Note du Secrétariat.)

(1) This date was subsequently postponed to Tuesday the 14th (Note of the Secretariat.)

PROTOCOLE N^o 13.

SÉANCE DU 14 DÉCEMBRE 1886.

La Conférence s'est réunie à 2 heures de l'après-midi, sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents:

Pour le Japon:

Le Comte Inouyé et M. Aoki;

Pour la France:

M. Sienkiewicz;

Pour l'Autriche-Hongrie:

Le Comte Charles Zaluski;

Pour la Grande-Bretagne:

Sir Francis R. Plunkett;

Pour l'Italie:

M. de Martino;

Pour la Belgique:

M. Neyt;

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

M. Hubbard;

Pour l'Allemagne:

M. von Holleben et M. Zappe;

Pour la Russie:

M. Schévitch;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège, et pour le Danemark:

M. van der Pot;

Pour l'Espagne:

M. Delavat;

Pour Hawaii:

M. Irwin;

Pour le Portugal:

M. Loureiro;

Pour la Confédération suisse:

M. von Holleben.

Le Président propose de signer le protocole de la dernière séance.

Il est procédé en conséquence à la signature du protocole N^o 12.

M. Aoki donne lecture de la déclaration suivante:

“L'amendement et les stipulations proposés par moi à la séance du 29 novembre venant aujourd'hui en premier lieu dans l'ordre de discussion, je demanderai qu'il me soit permis de présenter quelques observations.

PROTOCOL N^o 13.

MEETING OF THE 14th DECEMBER 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present:

For Japan:

Count Inouye and Mr. Aoki;

For France:

Mr. Sienkiewicz;

For Austria-Hungary:

Count Charles Zaluski;

For Great Britain:

Sir Francis R. Plunkett;

For Italy:

Mr. de Martino;

For Belgium:

Mr. Neyt;

For the United States of America:

Mr. Hubbard;

For Germany:

Mr. von Holleben and Mr. Zappe;

For Russia:

Mr. Schévitch;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark:

Mr. van der Pot;

For Spain:

Mr. Delavat;

For Hawaii:

Mr. Irwin;

For Portugal:

Mr. Loureiro;

For the Swiss Confederation:

Mr. von Holleben.

The President proposed that the Protocol of the previous meeting should be signed.

Protocol N^o 12 was then signed.

Mr. Aoki read the following declaration:

“As to-day the amendment and stipulations proposed by me at the Conference of the 29th of November are first in the order of discussion, I may be allowed to make a few remarks.

“ A la dernière séance, plusieurs Délégués sont
“ entrés dans une discussion étendue et dans un
“ examen détaillé des stipulations annexées à
“ mon amendement. Je constate, tout d’abord,
“ que leurs arguments n’ont pas été dirigés contre
“ mon amendement lui-même, lequel avait pour
“ objet de joindre les Articles IV et IX du pro-
“ jet anglo-allemand. J’ai lieu, par conséquent,
“ d’espérer que cette partie de ma proposition
“ recevra l’assentiment de la Conférence.

“ J’ai eu le temps d’étudier les observations
“ qui ont été faites à l’occasion de mon projet de
“ stipulations, et je suis heureux de constater
“ que toutes témoignent de l’esprit le plus bien-
“ veillant et qu’elles ont évidemment pour but de
“ rendre plus parfait le plan que j’avais soumis
“ à la Conférence. Je suis particulièrement re-
“ connaissant à l’honorable Délégué d’Italie
“ d’avoir attiré notre attention sur un point que
“ je n’avais pas exposé avec toute la clarté
“ désirable dans mon projet de stipulations, à
“ savoir que les immeubles sis en dehors des
“ limites dans lesquelles les étrangers ont eu
“ jusqu’ici le droit de possession, doivent rentrer
“ dans la juridiction exclusive des tribunaux
“ japonais; je ne dirai qu’une chose, c’est que la
“ suggestion faite par M. de Martino est en par-
“ fait accord avec les idées que le premier
“ Délégué du Japon et moi-même professons sur
“ ce point.

“ Je n’occuperai pas les instants de la Con-
“ férence à entrer dans un examen trop minu-
“ tieux des observations savantes et approfondies
“ qui ont été faites sur ma proposition par les
“ honorables Délégués de France, d’Italie et
“ d’Allemagne. Je me bornerai à dire que
“ j’apprécie hautement leurs conseils, et princi-
“ palement la dernière partie du discours de
“ M. Sienkiewicz qui fait observer que nous
“ devons compléter, non compliquer, les bases
“ du projet anglo-allemand; je reconnais toute
“ la force de l’argument que fait valoir le
“ Délégué de France, en disant que la prépara-
“ tion d’un code de procédure aurait dû être
“ laissée aux juriconsultes du Gouvernement
“ japonais, et je suis heureux de la confiance
“ qu’il exprime en ceux-ci. Mais, puisque nous
“ avons entrepris la tâche de chercher à régler,
“ par une entente mutuelle, les points les plus
“ importants qui se rattachent à la période
“ transitoire, j’espère que nous réussirons aussi à
“ atteindre ce but avec le bienveillant concours

“ At the last Conference several of the
“ Delegates entered into a comprehensive
“ examination and discussion of the stipulations
“ annexed to my amendment. I find, in the
“ first place, that their arguments were not
“ directed against the amendment itself, which
“ was intended to unite Articles IV and IX
“ of the Anglo-German Project. I hope, there-
“ fore, that that part of my proposition will
“ receive the assent of the Conference.

“ I have had time to study the observations
“ made on the subject of the draft of stipulations
“ proposed by me, and I am gratified to find
“ that they all show a most friendly spirit and
“ have evidently in view the perfection of the
“ plan which I submitted to the Conference.
“ I am especially thankful to the honorable
“ Delegate of Italy for having drawn our
“ attention to an important point which I had
“ not made quite clear in the draft stipulations,
“ namely that real property situated outside the
“ limits within which foreigners have hitherto
“ had the right of possession should be exclu-
“ sively under Japanese jurisdiction; I can only
“ say that his suggestion fully coincides with
“ the ideas of the First Delegate for Japan and
“ myself on the subject.

“ I do not wish to occupy the time of
“ the Conference by too minutely entering
“ into the exhaustive and able observations
“ made on my proposition by the honorable
“ Delegates of France, Italy, and Germany.
“ I wish only to say that I fully appreciate
“ their recommendations, more especially the
“ closing portion of Mr. Sienkiewicz’s speech,
“ which was to the effect that we should
“ complete, but not complicate, the basis of the
“ Anglo-German Project. I fully admit the
“ force of his argument that the preparation of
“ codes of Procedure should have been the
“ work of the jurists of the Japanese Govern-
“ ment; and I feel pleased that he expresses his
“ confidence in those jurists. But as we have
“ now entered upon the task of trying to settle
“ by mutual agreement the most important
“ points of the transitory period, I hope we will
“ also succeed in doing so with your kind
“ assistance and advice.

“ de votre assistance et de vos lumières.

“ Je n’ajouterai qu’un mot: c’est que le pre-
“ mier Délégué du Japon et moi-même sommes
“ animés des sentiments les plus conciliants, et
“ que nous sommes prêts à nous rallier à tout
“ amendement ou à toute contre-proposition qui
“ pourra réunir les suffrages de la Conférence,
“ et qui contiendra les garanties qui, dans notre
“ opinion, sont indispensables, pendant la période
“ de transition, pour assurer le bon fonctionne-
“ ment des différents systèmes de juridiction qui
“ se trouveront en vigueur durant cette période.”

M. Sienkiewicz donne lecture du discours
suivant :

“ Une étude attentive des propositions pré-
“ sentées par l’honorable M. Aoki et des observa-
“ tions dont elles ont été l’objet lors de notre
“ dernière séance, m’a amené à cette conviction
“ que nous sommes tous, à peu de chose près,
“ d’accord sur les points essentiels des questions
“ qui s’offrent à nos délibérations. Mais peut-
“ être cet accord se manifesterait-il d’une manière
“ plus apparente, si nous consentions à ne pas
“ soulever, en même temps, des questions d’ordre
“ différent et entre lesquelles n’existe pas une
“ connexité absolue.

“ Les rédacteurs du projet de Convention
“ judiciaire me paraissent avoir suivi dans la
“ distribution des matières un ordre logique,
“ qu’à moins de nécessité il est inutile, sinon
“ dangereux, de troubler. Ainsi nous sommes
“ en ce moment en présence de l’Article IV et
“ du premier paragraphe de l’Article V, qui ont
“ pour objet d’établir, d’une part, que la juridis-
“ tion consulaire ne s’exercera plus désormais,
“ sauf les exceptions relatives à la compétence
“ qui seront expressément stipulées, que dans les
“ limites étroites des ports actuellement ouverts,
“ et, d’autre part, qu’en dehors de ces limites les
“ étrangers seront, dans toute l’étendue de
“ l’Empire, soumis à la juridiction japonaise.
“ Il s’agit donc de fixer d’une manière très-
“ générale la ligne de démarcation entre les deux
“ juridictions et d’arrêter ensuite la com-
“ position du tribunal qui aura à trancher les
“ conflits qui pourront se produire entre les tri-
“ bunaux japonais et les tribunaux consulaires.
“ Quant à la question de savoir quels seront les
“ règlements japonais qui devront être appliqués
“ aux étrangers, nous aurions, je pense, tout
“ avantage à la renvoyer au moment où nous
“ examinerons l’Article IX, lequel est bien placé

“ I can only add that both the first Delegate
“ of Japan and myself are animated by the most
“ conciliatory sentiments, and that we shall
“ readily give our assent to any amendment or
“ counter proposition which may receive the
“ approval of the Conference, and contain those
“ guarantees, which, according to our views,
“ are essential during the period of transition
“ for a satisfactory working of the different
“ systems of jurisdiction which will be in force
“ during that time.”

Mr. Sienkiewicz read the following speech :

“ A careful study of the proposals presented
“ by the honorable Mr. Aoki, and of the
“ observations made on them at our last meeting,
“ has convinced me that we are all very nearly
“ agreed as to the essential points of the ques-
“ tions under discussion. This agreement,
“ however, might perhaps become more apparent
“ if we consented not to raise, at the same time,
“ questions which are different in nature and
“ between which no absolute connection exists.

“ The authors of the Draft Jurisdictional
“ Convention appear to me to have followed, in
“ the arrangement of subjects, a logical order,
“ which, unless absolutely necessary, it is useless,
“ if not dangerous, to disturb. We are now,
“ for instance dealing with Article IV and the
“ first paragraph of Article V, the object of
“ which is to arrange, on the one hand, that
“ Consular jurisdiction shall be exercised hence-
“ forth, apart from the exceptions relating to
“ competency for which express stipulations
“ will be made, only in the narrow limits now
“ open to trade; and, on the other hand, that
“ outside of those limits foreigners shall be
“ subject to Japanese jurisdiction throughout the
“ whole of the Empire. What we have to do,
“ therefore, is to fix, in a very general manner,
“ the line of demarcation between the two
“ jurisdictions, and then to settle the composi-
“ tion of the Court which will have to decide
“ conflicts of jurisdiction which may arise
“ between Japanese and Consular Courts.
“ With regard to the question as to what
“ Japanese regulations will have to be applied
“ to foreigners, we could with advantage, I
“ think, postpone it until the moment when we

"là où il est.

"Réservant, dès lors, tout ce qui a trait aux règlements de police et d'administration, j'aborde directement la question de la compétence.

"Pour se rendre compte des difficultés, parfois inextricables, que présentent les questions de compétence, et du nombre de jugements dont elles sont l'objet, il suffit d'ouvrir un recueil de jurisprudence quelconque. Aussi, telles Puissances ont-elles jugé avantageux de conclure des conventions spéciales sur la compétence internationale. Sont-elles parvenues à supprimer toute difficulté? Certainement non. La raison en est simple: les cas qui se présentent varient à ce point que jamais la compétence des tribunaux ne sera fixée d'une manière définitive.

"Pouvons-nous donc espérer que les quelques articles du projet de l'honorable M. Aoki suffisent à bien fixer la compétence? Mais parmi ces articles, s'il en est qui posent des principes certains à ce point qu'il est inutile de les énoncer, d'autres comporteraient de nombreuses subdivisions; d'autres, enfin, sont plus que discutables.

"Et nous-mêmes, sommes-nous bien compétents en matière de procédure? Je ne voudrais froisser aucun amour-propre. Mais j'ai des doutes sur notre compétence à décider là où des juriconsultes hésitent et je ne serais nullement étonné si je justifiais moi-même les doutes que je me permets d'avoir.

"Aussi, dans mon premier amendement, me suis-je borné à réunir en un seul article l'Article IV et le premier paragraphe de l'Article V du projet, afin de mieux faire ressortir la nouvelle division de la juridiction territoriale. J'ai essayé, en même temps, de rendre plus précis le paragraphe 1 de l'Article V.

"Le reproche fait à cet amendement d'être incomplet serait fondé, si j'avais eu la prétention d'exposer en quelques mots les règles générales de la compétence; mais je n'ai eu ni cette prétention, ni même cette intention.

"shall examine Article IX which is well placed where it is.

"Setting aside, therefore, everything relating to police and administrative regulations, I pass on directly to the question of competency.

"To understand the difficulties, sometimes inextricable, which questions of competency present, and the number of judicial decisions which have been given on them, it is sufficient to glance at any work on jurisprudence. For this reason some powers have considered it advisable to conclude special Conventions with regard to international competency. Have they succeeded in disposing of all difficulties? Certainly not. The reason is simple: the cases of this kind which occur vary so much that the competency of Courts will never be definitely determined.

"Such being the case, can we hope that the few Articles of the project of the honorable Mr. Aoki are sufficient in themselves to determine satisfactorily the question of competency? If, however, there are among these Articles some which lay down principles which are so self evident that any enunciation of them is superfluous, others admit of numerous subdivisions, and some again are open to much criticism.

"And we ourselves, are we quite competent to deal with matters of procedure? I do not wish to hurt any one's feelings, but I have doubts as to our competency to decide points upon which jurists hesitate, and I should in no way be astonished if I myself were to justify the doubts which I venture to entertain.

"For this reason in my first amendment I limited myself to uniting in a single Article Article IV and the first paragraph of Article V of the project, in order to bring out more clearly the new division of territorial jurisdiction. I have endeavored, at the same time, to make the first paragraph of Article V more precise.

"The charge of incompleteness brought against this amendment would have been well founded, if I had had the pretention to lay down in a few words the general rules of competency; but I neither aspired to this pretention, nor had I the intention of trying to do so.

"La compétence fixée par le domicile s'imposait pour deux raisons: elle découlait de la séparation même des deux juridictions; elle rappelait la règle de procédure la plus générale peut-être qui existe.

"Toute personne, en effet, a un domicile, au moins un domicile attribué. La résidence même peut être un domicile judiciaire. Le domicile judiciaire ne sera parfois que le tribunal du demandeur lui-même. Toute société commerciale a un domicile, car elle constitue une personne morale, et par suite toute faillite a un domicile; de même une succession.

"Quant aux immeubles, la compétence ne peut guère être douteuse. Chaque nation ayant, en vertu du principe de la souveraineté nationale, le droit absolu de régler législativement la possession, l'acquisition et l'aliénation des immeubles situés sur son territoire, il est indiscutable que ses tribunaux sont seuls compétents. Mais, même là, des arrangements internationaux peuvent apporter des tempéraments à ce principe.

"En matière de contrats, la règle d'après laquelle la compétence appartient au tribunal du lieu où le contrat devra être exécuté, est souvent exacte; mais elle souffre des exceptions. Elle a donné lieu à bien des controverses.

"Quant aux articles du projet de l'honorable M. Aoki, je ne les passerai point tous en revue. Je ne m'arrêterai qu'à quelques-uns.

"L'Article 5 qui a pour objet la compétence par rapport à la nationalité, me paraît inutile et même sans application possible.

"Lorsqu'un individu se réclame de tel ou tel Consul, ce Consul le reconnaît ou refuse de le reconnaître à ses risques et périls, et n'est responsable de sa décision qu'envers son Gouvernement. De même, un tribunal consulaire est, comme tout tribunal, juge de sa compétence à raison de la nationalité du défendeur ou de l'inculpé. En cas de conflit à cet égard entre plusieurs Consuls, la question doit être résolue et ne peut être résolue que par voie diplomatique. Il n'appartient pas à un gouvernement étranger de régler la compétence entre des tribunaux consulaires.

"The determination of competency by domicile suggested itself for two reasons; it was the natural consequence of the separation of the two jurisdictions, and it recalled the rule of procedure which is perhaps in most general use.

"Every one, in fact, has a domicile, or, at least, a legal domicile. The place of residence itself may be the legal domicile. The legal domicile may sometimes be the Court of the plaintiff himself. Every commercial association has a domicile, for it represents a legal personality; and, consequently, every bankrupt estate has a domicile; and it is the same with regard to the estates of deceased persons.

"With regard to real property, there can hardly be any doubt as to competency; each nation having, by virtue of the principle of national sovereignty, the absolute right of legislating in regard to the possession, the acquisition, and the alienation of real property situated in its territory, it is beyond dispute that its Courts are alone competent in such matters. Even here, however, international arrangements may introduce modifications of this principle.

"In the case of contracts the rule according to which competency belongs to the Court of the place where the contract is to be performed often holds good, but it is subject to exceptions, and has given rise to much controversy.

"With regard to the Articles of the Project of the honorable Mr. Aoki, I shall not pass them all in review, but shall confine my attention to a few only.

"Article 5 which deals with competency, as affected by nationality seems to me useless and even inapplicable.

"When a person invokes the protection of a certain Consul, the Consul recognizes, or refuses to recognize him, at his own risk and peril, and is responsible for his decision to his Government only. In the same way, a Consular Court is, like every other Court, judge of its own competency according to the nationality of the defendant or accused. In the event of a conflict arising in regard to this point between several consuls the question ought to be and can only be decided by diplomatic intervention. A foreign Government has no right to settle questions of competency

"S'agit-il d'un individu appartenant à l'équipage d'un navire de guerre, il est incontestable que cet individu n'est, en sa qualité de militaire, justiciable, pour les délits commis à terre, que des conseils de guerre de sa nation. Il en est de même dans les pays de non-exterritorialité, lorsque, le délit commis, le matelot est rentré à son bord.

"Le second alinéa de l'Article 5 est dangereux, car il nous attribue des pouvoirs que nous n'avons pas. Il affaiblit même, plutôt qu'il ne consolide, le droit de souveraineté du Japon.

"En effet, toute personne qui se rend dans un pays étranger est soumise, par le seul fait de sa présence en ce pays, aux lois générales qui le régissent, à moins qu'en vertu de traités ou d'arrangements particuliers, le bénéfice d'un recours à ses propres autorités ou à quelque autorité étrangère ne lui soit assuré. Les tribunaux japonais sont donc compétents *ipso facto* pour juger tout individu qui ne se peut réclamer d'un Consulat. Quant à nous, Représentants des Puissances que des traités lient au Japon, nous n'avons en aucune façon le droit de statuer sur la situation qui sera faite à tel citoyen ou sujet d'un pays qui n'a point conclu de traité avec le Japon.

"L'Article 7, paragraphe 1, a cet inconvénient de nous renvoyer, pour la compétence en matière pénale, à des Articles du Code d'Instruction criminelle actuel, et cela à un moment où nous venons de stipuler que le code définitif d'Instruction criminelle sera ultérieurement communiqué aux Gouvernements étrangers.

"On peut discuter à l'infini sur les questions de compétence. Aussi, dans l'impossibilité où nous sommes d'annexer à notre Convention un code de procédure provisoire et complet, est-il bien préférable de s'en tenir à quelques indications très-générales. Tout au plus pourrait-on ajouter aux Articles IV et V, reproduits dans mon premier amendement, cette réserve que les tribunaux continueront de suivre les règles de procédure généralement admises en Occident.

"En ce qui touche les conflits de juridiction qui pourront s'élever entre un tribunal consu-

which arise between Consular Courts.

"In the case of a person belonging to the crew of a vessel of war it is beyond dispute that such person being in naval service is, on that account, amenable for offenses committed on shore only to the courts martial of his nationality. The same rule holds good in countries where extraterritoriality does not exist, when the sailor has returned on board after having committed the offence on shore.

"The second paragraph of Art. 5 is dangerous, for it attributes to us powers which we do not possess. It even weakens rather than strengthens the sovereign rights of Japan.

"In point of fact, every one who visits a foreign country is by the simple fact of his presence in that country subject to the general laws which govern it, unless, by virtue of special treaties or arrangements, the privilege of having recourse to his own authorities, or to some foreign authority, is assured to him. Japanese Courts are, therefore, competent, *ipso facto*, to try any individual who cannot invoke the protection of a Consulate. In the case of ourselves, who are the Representatives of Powers allied by treaties with Japan, we have no right whatever to decide on the position which will be created for a subject or citizen of a country which has concluded no treaty with Japan.

"Paragraph 1 of Art. 7 has this inconvenience; that it refers us for the determination of competency in criminal matters to Articles of the present Code of criminal procedure, and this too at a time when we have just stipulated that the definitive Code of Criminal Procedure shall be communicated later on to foreign Governments.

"Questions of competency may be discussed *ad infinitum*. For this reason, it being impossible for us to annex to our Convention a provisional, and yet complete, Code of Procedure, it is much better that we should confine ourselves to some very general outlines. At the most one might add to Articles IV and V, as reproduced in my first amendment, the reservation that the Courts shall continue to follow the rules of procedure generally observed in Western countries.

"With regard to conflicts of jurisdiction which may arise between a Consular Court and a

laire et un tribunal japonais,—car ce n'est que de cette nature de conflits qu'il peut être question ici—, je ne m'arrêterai qu'aux critiques élevées par l'honorable M. Zappe contre l'amendement que j'ai eu l'honneur de proposer.

"L'honorable second Délégué d'Allemagne juge que mon système est incomplet et impraticable.

"Incomplet, parce qu'il aboutit à un partage. Or, il a précisément pour objet de rendre un partage impossible.

"Impraticable, attendu qu'il suppose l'intervention de Consuls d'autres nationalités, lesquels ne seront aucunement tenus de se prêter au rôle qu'on leur assigne. Mais, en admettant même que les Consuls ne voulussent tenir aucun compte de l'intérêt général, qui peut toujours devenir leur intérêt particulier, l'article que je propose leur imposerait l'obligation de faire partie d'un tribunal des conflits, du moment qu'il serait accepté. Tous les articles que nous adoptons lient ceux qu'ils visent.

"Examinons maintenant le système exposé par l'honorable M. Zappe.

Ce système admet trois catégories de conflits: outre le conflit positif et le conflit négatif, division adoptée depuis longtemps et que j'ai moi-même suivie, il y aurait encore une troisième catégorie de conflits, comprenant tous les cas où une partie conteste la compétence d'un tribunal. Mais je crains que mon honorable collègue M. Zappe n'ait confondu le conflit de juridiction avec ce qu'on appelle en droit 'l'exception d'incompétence.' Je rappellerai, à cette occasion, que c'est un principe certain que tout tribunal est, sauf appel, seul juge de sa compétence. Supprimez ce principe, entendu comme il doit l'être, et il n'y a plus de justice possible.

"Un autre principe également indiscutable, c'est que, dans tout règlement de conflit, les deux tribunaux en cause doivent être représentés. L'honorable M. Zappe reconnaît ce principe en théorie; mais, en fait, il abandonne la décision, comme le fait l'honorable M. Aoki, à une Cour japonaise. Il importe peu que les juges soient désignés par le tribunal

Japanese Court,—for it is only with this kind of conflicts that we can possibly be called upon to deal here,—I shall confine my attention to the criticism made by the honorable Mr. Zappe on the amendment which I have had the honor to propose.

"The honorable Second Delegate of Germany thinks that my system is incomplete and impracticable.

"Incomplete, because a *partage* would be the result. But the object of the amendment is precisely to make a *partage* impossible.

"Impracticable, because it assumes the intervention of consuls of other nationalities, who would be bound in no way to accept the rôle assigned to them. Even admitting that the Consuls would be unwilling to take into consideration general interests which might at any moment become their own, the Article which I propose would impose upon them the obligation of forming part of a tribunal for the settlement of conflicts from the moment that that Article was accepted. All the Articles which we adopt bind those whom they concern.

"Let us now examine the system proposed by the honorable Mr. Zappe.

"This system admits of three classes of conflicts; besides the positive conflict and the negative conflict, a division which has been adopted for some time past, and which I myself have followed, there would seem to be also a third class of conflicts, comprising also those cases where a party disputes the competency of the Court. I fear however, that my honorable Colleague Mr. Zappe has confounded the conflict of jurisdiction with what is called in law the 'exception of incompetency.' I may in this connection call attention to the fact that it is a fixed principle of law that every Court is, appeal excepted, the sole judge of its competency. Do away with this principle, understood in its proper sense, and justice will be no longer possible.

"Another principle, equally indisputable, is that in the settlement of all conflicts the two Courts concerned must be represented. The honorable Mr. Zappe recognizes this principle in theory, but in practice he leaves the decision, as does the honorable Mr. Aoki also, to a Japanese Court. It is of little consequence whether the judges are nominated by the

"consulaire intéressé, du moment qu'ils relèvent tous d'une autorité étrangère. Et, dès lors, la Cour arbitrale est privée de ses éléments constitutifs.

"Et, si cette Cour n'est pas saisie du conflit soulevé dans les quatorze jours, le conflit sera frappé de nullité. Qu'arrivera-t-il alors? On ne nous le dit point.

"Il m'est donc difficile de retirer, pour le moment du moins, l'amendement concernant le tribunal des conflits, que j'ai eu l'honneur de soumettre à l'appréciation de cette haute Assemblée. J'ajouterai seulement qu'une Cour arbitrale, analogue à celle que j'ai eu l'honneur de proposer, bien que d'une organisation beaucoup moins complète, fonctionne dans un autre pays depuis plusieurs années.

"Je reviens au projet du second Délégué du Japon.

"J'accepte avec d'autant moins d'hésitation l'Article 8, relatif à la procédure à suivre pour l'exécution des jugements, que je me proposais de déposer sur la table de la Conférence un amendement conçu dans le même esprit. J'exposerai, d'ailleurs, en temps opportun, pour quels motifs les réserves faites par l'honorable Délégué d'Italie concernant l'exéquat, bien que reposant sur des principes incontestables en eux-mêmes, ne me semblent pas répondre à la situation créée par la réforme judiciaire.

"J'accepte également l'Article 9, qui vise l'assistance que devront se prêter réciproquement les tribunaux consulaires et les tribunaux japonais, et l'assignation des témoins.

"Je n'ai aucune objection à élever contre l'Article 10; mais cet article est-il bien nécessaire? Est-il possible de mettre en doute l'égalité de traitement devant les tribunaux?

"L'Article 11, relatif au droit d'arrestation et aux visites domiciliaires, donne à la police japonaise, comme l'ont déjà fait remarquer mes honorables collègues M. de Martino et M. von Holleben, des droits exorbitants.

"Le principe posé au début de cet article est dangereux. Le principe vrai consiste à dire que le droit d'arrestation appartient aux autorités japonaises, en dehors des limites conventionnelles, et aux Consuls, en deça de ces limites.—Sauf les cas de flagrant délit et de

Consular Court which is interested, as long as those judges are also dependent upon a foreign authority; and, therefore, the Court of Arbitration is deprived of the necessary constituent elements. Moreover, if the conflict raised is not brought before this Court within fourteen days, the conflict will become null and void. What will then happen? We are not told.

"It is, therefore, difficult for me, for the present at least, to withdraw the amendment concerning the Court for the settlement of conflicts which I have had the honor to submit for the consideration of this high assembly. I will only add that a Court of Arbitration, similar to that which I have had the honor to propose, although organized in a manner far less complete, has been in existence for several years past in another country.

"I return to the project of the Second Delegate of Japan.

"I accept Article 8, which relates to the procedure to be followed in the execution of judgments, with the less hesitation because I intended to lay on the table of the Conference an amendment conceived in the same spirit. I will explain, however, at an opportune moment why the reservations made by the honorable Delegate of Italy with regard to the exequatur, although based on principles incontestable in themselves, do not appear to me to meet the requirements of the situation created by the scheme for jurisdictional reform.

"I accept, also, Article 9, which refers to the mutual assistance which Consular and Japanese Courts are to render to each other, and to the summoning of witnesses.

"I have no objections to raise against Article 10; but is this Article altogether necessary? Is it possible to question equality of treatment in the Courts?

"Article 11, which relates to the right of arrest and to domiciliary visits, gives to the Japanese police, as has already been observed by my honorable Colleagues, Mr. de Martino and Mr. von Holleben, excessive powers.

"The principle laid down in the first part of this Article is dangerous. The true principle would be to state that the right of arrest belongs to the Japanese Authorities outside of treaty limits, and to the Consuls within those limits. Except in cases where offenders are

tentative d'évasion, le droit d'arrestation appartient donc, dans les concessions, exclusivement aux Consuls, auxquels, si besoin est, les autorités locales prêtent leur assistance.

"La visite domiciliaire sans mandat n'est guère admissible: elle supprimerait l'inviolabilité du domicile. Quant au droit de saisie, il devrait être limité aux objets qui sont 'corps d'un délit,' et ne s'exercer dans les limites conventionnelles qu'avec l'intervention du Consul.

"L'Article 12 ne peut donner lieu à aucune objection.

"J'ajouterai enfin que, dans mon opinion, les Articles 8, 9, 10, 12 et l'Article 11, considérablement modifiés, doivent figurer dans la Convention même."

M. van der Pot donne lecture du discours suivant:

"A l'égard des stipulations qui, d'après la proposition de notre honorable collègue le second Délégué du Japon, doivent régir la période de transition entre le régime de la juridiction consulaire et le régime de la juridiction japonaise, j'ai l'honneur de faire observer que la plupart des remarques que j'aurais eu à formuler se trouvent contenues dans les savants et éloquentes discours que nous avons eu le plaisir d'entendre à la dernière séance; pourtant il est certains points que quelques uns de mes honorables Collègues n'ont fait qu'effleurer et sur lesquels il me faut appuyer plus particulièrement parce qu'ils touchent d'assez près à des questions de législation hollandaise.

"Un bon nombre des membres de la Conférence ont exprimé l'avis qu'il n'était point besoin de stipulations aussi compliquées pour la période si courte à laquelle elles doivent s'appliquer; parmi eux, cependant, notre honorable Collègue de Grande-Bretagne a déclaré qu'il y avait dans la proposition beaucoup de points qu'il était disposé à accepter, et nos honorables collègues les Délégués d'Italie et d'Allemagne se sont montrés plus favorables encore aux stipulations projetées et en ont accepté la plus grande partie dans les éloquentes discours qu'ils ont prononcés. Comme il est incontestable que nous avons, par l'Article IX du projet anglo-allemand, ac-

caught in flagrant delicto and in cases of attempted flight after the commission of a crime, the right of arrest belongs in the Concessions exclusively to the Consuls, to whom, if necessary, the local authorities lend their assistance.

"Domiciliary visits, without a warrant, are hardly admissible. They would destroy the inviolability of domicile. With regard to the right of seizure, it ought to be limited to articles which are 'corps d'un délit,' and to be exercised in treaty limits only with the intervention of the Consul.

"Article 12 can give rise to no objections.

"I will add, in conclusion, that, in my opinion, Articles 8, 9, 10, 12, and Article 11 in a considerably modified shape, ought to appear in the Convention proper."

Mr. van der Pot read the following speech:—

"With regard to the stipulations which, according to the proposal of our honorable Colleague the Second Delegate for Japan, are to regulate the transition period from Consular to Japanese jurisdiction,—I have the honor to observe that most of the remarks which I would have had to make have already been anticipated in the very able and brilliant speeches which we had the pleasure of listening to at our last meeting; yet there are a few points which some of my honorable Colleagues have only hinted at, and which I have to mention more in particular, as they refer rather closely to points of Dutch legislation.

"A powerful section of the members of the Conference was of opinion that no such elaborate stipulations were required for the short period which they are meant to cover; yet amongst them our honorable Colleague for Great Britain stated that there was in the proposal a good deal which he was prepared to accept, and our honorable Colleagues for Italy and Germany were rather more favorably inclined towards the draft stipulations, and in their eloquent speeches accepted the greater part of the same. As we have undoubtedly in Article IX of the Anglo-German Convention accepted the principle of having the Japanese Police Laws and Regula-

“cepté le principe de l'application dans une certaine mesure, par nos tribunaux consulaires, “des lois et règlements de police japonais, je “crois pouvoir me ranger du côté de ceux de “mes honorables Collègues qui reconnaissent la “nécessité de certaines stipulations, et admettre “que la proposition soit prise en considération “telle qu'elle est, et jugée selon ses mérites.

“J'ai l'honneur de déclarer que je partage “l'opinion de notre honorable collègue de “Grande-Bretagne et que je suis prêt comme lui “à accepter une grande partie de la proposition, “mais qu'il y a néanmoins un certain nombre “des stipulations que je voudrais voir écarter.

“En suivant la route tracée par notre honora- “ble collègue le premier Délégué d'Allemagne, “qui a préparé la voie à ses Collègues, et qui a “bien voulu nous donner un commentaire com- “plet et approfondi de chacune des stipulations, “et nous faire connaître en même temps sur “celles-ci ses opinions, pour nous d'une grande “valeur, je me permettrai tout d'abord de “réserver mon opinion sur les numéros 1 et 2 de “l'Article 1 jusqu'à ce que les documents qui y “sont mentionnés nous aient été communiqués.

“M. Aoki propose que les lois et règlements “entrent en vigueur à dater du jour de leur “publication respective, et il dit, dans l'Article 2, “que ces lois et règlements seront publiés dans “le *Journal Officiel* japonais, lequel, si je ne me “trompe, est le *Kwampo*, qui est rédigé en “japonais et non en anglais. Dans son mémoran- “dum explicatif, M. Aoki ajoute que la question “de savoir si une autre publication sera “nécessaire sera subordonnée aux dispositions “particulières des lois constitutionnelles des “diverses Puissances, et que si une nouvelle “publication est nécessaire, les Puissances seront “tenues de prendre cette mesure. Je ne discute “point ce raisonnement, quoiqu'il eût pu être “exprimé en termes différents; mais il s'ensuit “que les lois et règlements à promulguer ne “pourront entrer en vigueur avant que la “publication par les Représentants des Puissances “n'ait été faite, et la date de cette publication “ne coïncidera probablement pas exactement “avec celle de la publication dans un journal “japonais.

“Je regrette d'avoir à déclarer que je ne puis “accepter la stipulation relative aux maxima et “minima des peines à appliquer. La loi “consulaire hollandaise ne laisse subsister aucun

“tions to some extent enforced by our Consular “Courts, I may take side with those of my “honorable Colleagues who recognize the “necessity of some stipulations, and consider “that the proposal should be taken into “consideration, as it stands, and be judged on “its merits.

“I have the honor to state that I agree with “the opinion expressed by our honorable “Colleague for Great Britain, who is prepared “to accept a good deal of the proposal, but that “there is yet a good portion of the stipulations “which I should wish to eliminate.

“Following the example of our honorable “Colleague the First Delegate for Germany, “who has paved the way for his Colleagues “and furnished us with a full and able commen- “tary on every one of the stipulations, and “with his valuable opinions about them at the “same time, I beg leave, first of all, to reserve my “opinion about the subheads 1 and 2 of Article “1 until such time as their contents shall have “been communicated to us.

“Mr. Aoki proposes that the laws and “regulations should come into operation from “the date of their respective publication, and says “in Article 2 that such laws shall be published “in the Japanese Official Gazette, which, if I “am not mistaken is the *Kwampo*, which is “printed in Japanese and not in English. In “the explanatory memorandum Mr. Aoki says “that the question whether any other publica- “tion be required must depend on the con- “stitutional laws of the different Powers, and “that, if such publication be required, it is an “obligation on the part of such Powers to make “such publication. This logic I do not dispute, “though I think it might have been worded “somewhat differently, but it follows that the “laws and regulations to be enacted cannot “come into force until such publication by the “Representatives of the Treaty Powers has “taken place, the date of which will probably “differ from the date of publication in a “Japanese newspaper.

“I regret to say that I cannot accept the stipu- “lation regarding the maxima and minima of “penalties to be applied. The Netherlands “Consular law leaves no doubt upon this subject

“doute à cet égard, quand elle dit, dans les “Articles 10 et 11 :

“Les agents de l'ordre consulaire peuvent, “dans les limites de leur circonscription, et “avec l'approbation du chef de la Légation “des Pays-Bas, là où existe une Légation, “édicter des règlements de police dans la “mesure permise par les traités ou par l'usage. “Ces règlements ne seront obligatoires “qu'après qu'ils auront été promulgués par voie “d'affichage à l'hôtel du Consulat, d'impression “et de mise en vente.

“Immédiatement après leur promulgation, “une copie de ces règlements sera transmise à notre “Ministre des Affaires Etrangères, et ils seront “aussitôt publiés dans le “*Nederlandsche Staats Courant*.”

“L'article 11 de la même loi porte : “Les infractions à ces règlements seront “punies d'un emprisonnement de trois jours “au plus et d'une amende n'excédant pas trente “florins, séparément ou cumulativement.”

“Mes honorables Collègues voudront bien “remarquer que cette loi ne vise que les “règlements de police, et que le maximum des “peines est fixé à 3 jours d'emprisonnement et “à 30 florins d'amende, ensemble ou séparément “(30 florins représentent 15 yen). A une date “toute récente, le 29 septembre dernier, le “Ministre des Affaires Etrangères à la Haye, “en réponse à une question que j'avais cru “devoir faire au sujet de l'application des “règlements japonais de quarantaine, m'écri- “vait : ‘Pour que les règlements de quarantaine “promulgués par le Gouvernement japonais “soient rendus obligatoires pour les sujets “hollandais dans les circonscriptions consulaires “du Japon, il faudra transformer ces règlements “en règlements de police néerlandais, en vertu “desquels les peines énoncées à l'Article 11 “pourront alors être appliquées.’

“Des deux citations que je viens de faire, il “ressort que je ne puis accepter, au nom du “Gouvernement des Pays-Bas, que des stipu- “lations portant sur des règlements qui puissent “être convertis en règlements de police néerlandais et à l'égard desquels les peines “spécifiées dans la loi consulaire soient appli- “cables; toute stipulation relative à des règle- “ments autres que les règlements que je viens “de citer ou à des peines plus élevées que celles “qui sont fixées, ne saurait être acceptée par

“when it states in Articles 10 and 11 :

“‘Consular officers may, within the limits of “their districts and with the approbation of “the chief of the Netherlands Legation, “where there is one, make police regulations “so far as is permitted by treaties or usages.

“‘These regulations shall not take effect till “they shall have been promulgated by being “affixed to the hotel of the Consulate, printed, “and offered for sale.

“‘Immediately after their promulgation a “copy of them shall be sent to our Minister “for Foreign Affairs and shall be forthwith “published in the ‘*Nederlandsche Staats Courant*’.

“Article 11 of the same law says : “‘Offences against these regulations may be “punished by imprisonment for not more “than three days and a fine of not more than “thirty florins, or by both’.

“My honorable Colleagues will be pleased “to observe that this law only refers to police “regulations and that the maximum of penalty “is fixed at 3 days imprisonment and fl. 30 “(or yens 15) fine. Under as recent a date as “the 29th September last the Minister for “Foreign Affairs at the Hague, in reply to a “query which I made about the enforcement “of the Japanese quarantine regulations, “writes : ‘In order to make the quarantine reg- “ulations promulgated by the Japanese Gov- “ernment binding upon Netherlands subjects “within the Consular districts of Japan, it “will be necessary to transform these regula- “tions into Netherlands police regulations, “on which the penalties stated in Article 11 “will then be applicable.’

“From both the statements aforesaid it “follows that I can only accept for the Govern- “ment of the Netherlands stipulations about “such regulations as can be transformed into “Netherlands police regulations, and on which “the penalties alluded to in the Consular law “are applicable; any stipulation about laws “other than such police regulations or about “penalties exceeding those prescribed, I can only “accept *ad referendum*.

"moi qu'*ad referendum*.

"M. Aoki soutient, dans son memorandum, que, par le seul fait de conclure un traité contenant des stipulations de cette nature, les Puissances étrangères assument vis-à-vis du Japon l'engagement de prendre toutes les mesures requises par leurs lois constitutionnelles respectives pour assurer l'application des lois japonaises par leurs tribunaux consulaires; mais c'est là, pour me servir d'une expression empruntée à notre honorable collègue des Etats-Unis, mettre la charrue avant les bœufs, puisque les Puissances n'ont pas encore conclu un semblable traité et puisque nous sommes ici pour discuter précisément le point de savoir si elles pourront oui ou non le conclure. Tout ce que les Puissances ont accepté, c'est le principe du projet anglo-allemand, lequel, comme le fait remarquer notre honorable collègue le Délégué de France, ne contient aucune disposition de cette nature pour la période transitoire: et, d'ailleurs, ces stipulations ne font nullement partie dudit projet, ainsi qu'il résulte des déclarations de ses honorables auteurs eux-mêmes.

"L'honorable Délégué de la Grande-Bretagne a déjà exprimé des doutes sur la possibilité de modifier la compétence des tribunaux consulaires sans un acte législatif de la part des Parlements de quelques-unes des Puissances, et ce qu'il a dit des tribunaux consulaires anglais s'applique également à ceux des Pays-Bas. Notre loi consulaire est faite pour tous les pays où l'exterritorialité existe, et j'éprouve assurément de l'hésitation à demander le vote d'une loi spéciale pour les trois ans que doit durer la période transitoire et pour la poignée de sujets hollandais qui résident dans les ports ouverts du Japon.

"En suite des observations qui précèdent, je proposerais de modifier quelque peu l'Article 4, du moment que certaines des Puissances auront à promulguer des ordonnances spéciales pour l'application des règlements japonais par leurs tribunaux consulaires.

"Si mes objections portent sur un assez grand nombre de points, je suis, d'autre part, tout disposé à aider à rechercher un *modus vivendi*, et, me prêtant de mon mieux au désir que manifeste le Gouvernement japonais d'établir des règlements pour la période de transition,

"Mr Aoki states in his memorandum that, "by entering into a treaty which contains such stipulations, the Foreign Powers assume towards Japan the obligation of taking all the steps required by their respective systems of constitutional law to ensure the enforcement of the Japanese laws by their Consular Courts, but this is, to use an expression derived from our honorable Colleague for the United States, putting the cart before the horse, as the Foreign Powers have not entered into any such treaty yet, and as we are here discussing the possibility of their entering into such a treaty at all. The Powers have only accepted the principle of the Draft Convention, which, as the honorable Delegate for France observes, does not embody any such stipulations for the period of transition,—nor do these stipulations form part of that Convention as both its honorable authors have declared.

"The honorable Delegate for Great Britain has already expressed his doubts as to the possibility of changing the competency of Consular Courts without legislative action on the part of the Parliaments of some of the Treaty Powers, and what he states about the British Consular Courts holds equally good for the Consular Courts of the Netherlands. Our Consular law is made for all countries where exterritoriality exists, and I most decidedly feel hesitation in applying for a special law regulating the short period of three years, and applicable to a handful only of Netherlands subjects in the treaty ports of Japan.

"In accordance with the above remarks, I would suggest that Article 4 be somewhat modified, as some of the Powers will have to promulgate enactments for the enforcement of Japanese regulations by their Consular Courts.

"If my objections bear on several points, I am on the other hand quite willing to cooperate in finding a *modus vivendi*; and giving as much consideration as possible to the desire expressed by the Japanese Government to make provision for the period of transition, I

"je suis tout disposé à donner à ceux de ces règlements que je serai en mesure d'admettre la portée la plus étendue qu'il dépendra de moi, et à transformer en règlements de police néerlandais, applicables aux sujets hollandais durant la période transitoire, les règlements japonais qui suivent:

"I. a) Les règlements relatifs à la police de sécurité publique;

"b) Les règlements relatifs à la chasse, la pêche, la police des ports et les institutions municipales;

"II. Le livre IV du Code Pénal japonais traitant des contraventions;

"III. Les règlements locaux, en tant qu'ils seront applicables aux étrangers.

"Je me permettrai de faire respectueusement observer aux honorables Délégués du Japon qu'ils devraient se contenter de ce que nous nous trouvons les uns et les autres disposés à leur concéder, et ne point réclamer de stipulations plus étendues pour une période de si courte durée. J'ajouterai que, pour donner satisfaction à plusieurs des objections que soulèvent les stipulations de dimensions excessives que l'on propose, il suffirait d'une restriction comme celle que j'ai eu l'honneur de suggérer. En ce qui concerne les autres lois et règlements, je proposerais de maintenir le *statu quo* pour les tribunaux consulaires pendant le peu de temps qui leur reste à durer, et de régler cette question ici même, s'il est possible, sans en référer à nos Gouvernements, afin d'économiser un temps précieux.

"Pour ce qui est des Gouvernements de Suède et de Norvège et du Danemark, je n'ai trouvé dans leurs lois consulaires aucune disposition concernant la promulgation et l'application à leurs sujets de lois autres que les lois nationales, et il reste, par conséquent, des possibilités pour que la mise en vigueur des règlements japonais puisse se faire par traité, sans qu'il soit besoin d'apporter des changements à la législation.

"Sur les autres points, déjà traités à fond par nos honorables Collègues, je serai bref. En ce qui touche l'Article 6, je partage entièrement l'opinion de mon honorable collègue le premier Délégué d'Allemagne et je m'associe à sa proposition de supprimer tout l'Article.

"Notre honorable collègue le Délégué d'Italie,

"am prepared to give to such regulations as I am able to accept the fullest possible scope, and to transform into Netherlands police regulations applicable to Dutch subjects during the period of transition the following Japanese regulations:

"I a) For the police of public security.

"b) Those about pursuit of game, fishing, harbor police, and municipal regulations.

"II The 4th Book of the Japanese Penal Code, dealing with contraventions.

"III The local ordinances and regulations, as far as applicable to foreigners.

"I beg respectfully to suggest to the honorable Delegates for Japan that they should be satisfied with what we may all be prepared to concede, and not insist on more extended stipulations to rule for such a short period only. I venture to add that I believe several of the objections now raised against those extended stipulations, as proposed, will be met by a restriction such as I have had the honor to suggest. With regard to other laws and regulations I beg leave to propose that the *status quo* of the Consular Courts be maintained for the short period of their existence, and that the matter be settled here without reference to all the home Governments, if such should prove practicable, in order to save a good deal of precious time.

"As far as the Governments of Sweden and Norway, and of Denmark are concerned I have not traced in their Consular laws any stipulation regarding the enforcement of laws other than national on their subjects, and there remains, consequently, a possibility that the enforcement of Japanese regulations may be assured by treaty obligation without necessitating any change of legislation.

"On the other points, already exhausted by our honorable Colleagues, I can be brief. On Article 6 I fully agree with the remarks made by our honorable Colleague the First Delegate for Germany, and to his proposition that the Article should be suppressed.

"Our honorable Colleague the Delegate for

“dans son éloquent discours du 20 novembre, a
“proposé trois amendements. Le premier ten-
“dait à supprimer le paragraphe k de l'Article
“7 avec toute l'énumération qu'il contient, et à
“soumettre à une Cour arbitrale les conflits de
“juridiction. J'ai l'honneur de déclarer que
“j'accepte cet amendement, et j'ajouterai que,
“pour ce qui regarde la formation de la Cour
“arbitrale, je donne la préférence à la propo-
“sition de notre honorable collègue le second
“Délégué d'Allemagne, que je considère, à
“cause de sa grande expérience personnelle,
“comme le juge le plus compétent en la
“matière. J'accepte également, aux lieux et
“place de l'Article 8 du projet de M. Aoki, le
“second amendement de notre honorable col-
“lègue d'Italie, qui règle la question de l'exé-
“cution des jugements par des tribunaux autres
“que ceux qui les ont prononcés, et je suis non
“moins disposé à voter en faveur de son
“troisième amendement, tendant à supprimer les
“paragraphe c et d de l'Article 11, qui autorisent
“la poursuite dans une maison d'un délinquant
“fugitif, et, dans certaines conditions, la saisie
“d'objets se trouvant dans une maison.

“En terminant, je prendrai la liberté de
“recommander les remarques que je viens
“d'avoir l'honneur de formuler à l'attention
“bienveillante de mes honorables Collègues,
“ainsi qu'à celle de la Commission qui aura, le
“cas échéant, à proposer des amendements aux
“stipulations rédigées par notre honorable col-
“lègue le second Délégué du Japon.”

Sir Francis Plunkett donne lecture du dis-
cours suivant :

“Ainsi que j'ai eu l'honneur de le déclarer
“à la dernière séance, j'étais d'avis que, pour la
“période de trois ans pendant laquelle on semble
“juger à propos de conserver encore la juridic-
“tion consulaire dans les concessions, nous
“laissions, autant que possible, les choses en
“l'état.

“Toutefois, l'opinion du Gouvernement japo-
“nais, aussi bien que celle de la plupart de mes
“Collègues, paraissant être en faveur de l'éta-
“blissement d'un arrangement mieux défini
“que celui qui existe actuellement, pour établir
“la démarcation entre la compétence des tribu-
“naux japonais et des tribunaux consulaires,
“j'ai l'honneur de déposer sur le bureau un
“projet de stipulations qui, je l'espère, sera
“favorablement accueilli par la Conférence.

“Italy has in his brilliant speech of the 29th
“ultimo proposed three amendments, 1st to sup-
“press paragraph k of Article 7, with the whole
“of its enumerations, and to refer cases of con-
“flict of jurisdiction to a Court of Arbitration ;
“I have the honor to state that I accept that
“amendment, and to add that, with regard to
“the formation of such a Court of Arbitration,
“I would give preference to the proposal of our
“honorable Colleague the Second Delegate for
“Germany, who, from his great practical ex-
“perience, I consider the best judge in the mat-
“ter. The second amendment of our honorable
“Colleague for Italy providing for the execu-
“tion of judgments by other Courts than those
“which rendered such judgments I likewise
“beg to accept in lieu of Article 8 of Mr.
“Aoki's Draft, and I am equally disposed to
“vote in favor of the third amendment which
“tends to eliminate paragraphs c and d of Article
“11, authorizing the pursuit of a fugitive offen-
“der within a house, and the seizure, under cer-
“tain conditions, of articles found in such
“house.

“Finally, I beg leave to recommend the re-
“marks I have had the honor to make to the kind
“attention of my Colleagues and of the Commit-
“tee which eventually is to propose amend-
“ments on the stipulations drafted by our honor-
“able Colleague the Second Delegate of Japan.

Sir Francis Plunkett read the following
speech : —

“As I had the honor of stating in our last
“meeting, I have been of opinion that during
“the three years for which it appears to be
“considered desirable that Consular Juris-
“diction should still be maintained in the
“settlements, we should leave things, as far as
“possible, as they now stand.

“As, however, the opinion, both of the
“Japanese Government and of most of my
“Colleagues, appears to be in favor of establish-
“ing some more definite arrangement than at
“present exists for distinguishing between
“the competency of the Japanese and Consular
“Courts, I beg to lay on the table a Draft of
“Stipulations, which I hope will meet with a
“favorable reception by the Conference.

“Ce projet n'a pas la prétention de prévoir
“tous les cas qui peuvent se présenter. Pour
“atteindre un pareil résultat d'une manière
“complète, il faudrait des mois, sinon des
“années de travail, et, selon toute probabilité,
“cette somme de travail serait en pure perte,
“car il est bien difficile d'admettre que, pen-
“dant cette courte période de trois années, il
“puisse vraisemblablement se produire beaucoup
“de cas où les questions de compétence donne-
“ront lieu à des conflits. Le projet que j'ai
“l'honneur de soumettre à votre appréciation
“a simplement pour objet de répondre aux cas
“ordinaires, que l'expérience de la Cour
“britannique, depuis un bon nombre d'années,
“a montré être les plus susceptibles de se
“présenter.

“J'ai étudié attentivement les propositions
“savantes et très-complètes qui ont été faites
“par mes honorables Collègues de France,
“d'Italie et d'Allemagne, et je me suis efforcé
“de mettre à profit les recherches minutieuses
“auxquelles ils se sont évidemment livrés sur
“la question.

“Ma proposition, étant nouvelle, ne pourra
“être discutée qu'à notre prochaine séance ;
“mais je demanderai la permission de soumettre
“dès à présent à mes honorables Collègues
“quelques brèves observations.

“Dans l'Article 1, il est proposé que certaines
“lois et certains règlements d'administration
“japonais soient appliqués par les tribunaux
“consulaires.

“Aux termes de cet article, les Gouvernements
“étrangers s'engagent à appliquer certaines
“lois et certains règlements japonais ; mais il
“est laissé à la loi de chaque nation le soin de
“déterminer le mode suivant lequel ces lois et
“règlements seront rendus applicables. En ce
“qui concerne les tribunaux britanniques, par
“exemple, il faut que le Ministre d'Angleterre
“donne force de loi anglaise à ceux des
“règlements japonais que l'on pourra juger à
“propos d'appliquer aux sujets anglais. Les
“tribunaux consulaires anglais, d'après la loi
“actuelle, ne peuvent appliquer de lois étran-
“gères en tant que lois étrangères.

“Dans la stipulation relative aux règle-
“ments que les tribunaux consulaires de-
“vront appliquer, les mots 'Police de sécurité
“publique' sont pris dans le sens qui leur est
“donné dans le projet proposé par les Délégués

“This Draft does not profess to meet every
“case which may possibly arise. To do so
“completely would entail a labor of months, if
“not of years, and in all probability, this
“amount of labor would be wasted, for it is
“hardly possible to conceive that during the
“short period of three years, many cases of dis-
“puted jurisdiction are likely to arise. The
“Draft I have the honor to submit to your ap-
“preciation, is calculated only to meet such
“ordinary cases as the experience of the British
“Court, for a good many years past, has shewn
“to be most likely to occur.

“I have attentively studied the able and ex-
“haustive proposals made by my honorable
“Colleagues of France, Italy, and Germany
“and have endeavored to profit by the careful
“research which they have evidently made
“into the matter.

“My proposal being a new one, cannot be
“discussed until our next meeting, but I
“would beg to submit to my honorable Colle-
“gues a few brief remarks upon the subject.

“In Article 1 it is proposed that certain Japa-
“nese Administrative Laws and Regulations
“shall be enforced by Consular Courts.

“By this wording the Foreign Governments
“undertake to enforce certain Japanese laws
“and regulations, but the manner in which
“they are to be made binding is left to the law
“of each nation. For instance, in the case of
“British Courts, it is necessary for the British
“Minister to give the force of British law to
“such Japanese regulations as it may be desir-
“able to enforce against British subjects.
“British Consular Courts, as the law now
“stands, cannot enforce foreign law, as such.

“In providing for the regulations which the
“Consular Courts are to enforce, the words
“'Police of public security' have been used as
“they are used in the Draft proposed by the
“Japanese Delegates, but I have reason to un-

"japonais; mais j'ai lieu de croire que le
"Gouvernement japonais n'entend pas com-
"prendre sous cette rubrique les lois sur la
"presse.

"Dans l'Article 3, je propose qu'en matière
"pénale, la juridiction soit déterminée par le
"lieu du délit ou par le lieu de l'arrestation du
"délinquant, au choix de la poursuite.

"Il est difficile de supposer qu'avec cette
"clause aucune discussion puisse se produire
"touchant la juridiction; mais, dans le cas
"invraisemblable où un différend s'élèverait
"sur le point de savoir à qui appartient ou non
"le droit de poursuite, je pense que nous
"pourrions sans inconvénient laisser, le cas
"échéant, à l'action diplomatique le soin de
"trancher la question.

"Tout en reconnaissant pleinement la valeur
"d'un système dans le genre de celui qu'a
"élaboré l'honorable Délégué de France, pour
"résoudre la question des conflits de juridiction
"entre tribunaux, j'ose croire que l'on pourrait
"laisser également à l'action diplomatique le
"soin de régler, quand elles viendront à surgir,
"les difficultés de la nature de celles que la
"proposition de M. Sienkiewicz a pour objet
"de prévoir."

Sir Francis Plunkett donne alors lecture
du projet de stipulations suivant :

"Les stipulations ci-après seront appliquées,
"dans les limites conventionnelles mentionnées
"à l'Article VI de la Convention judiciaire,
"pendant la période transitoire stipulée par la
"même Convention.

"§ 1. Les lois et règlements d'administration
"japonais seront appliqués par les tribunaux
"....., pourvu toutefois que lesdites lois
"et lesdits règlements aient pour objet la
"police de sécurité publique, les mesures
"sanitaires et les mesures de l'administration
"financière ayant pour but de déterminer
"l'évaluation et l'assiette exactes des taxes et
"droits imposables aux sujets.....

"Les lois et règlements relatifs à la police
"de sécurité publique et aux mesures sanitaires
"auxquels est attachée une sanction pénale, ne
"seront applicables aux sujets.....qu'au-
"tant que les pénalités qu'ils emportent n'ex-
"cèdent pas un maximum de cinq cents (500)
"yen d'amende, ou de trois (3) mois d'emprison-
"nement, séparément ou cumulativement.

"Quant aux pénalités visant les infractions

"derstand that the Japanese Government do
"not claim to include under this heading the
"laws concerning the Press.

"In Article 3 I propose that, in criminal
"matters, the jurisdiction shall be determined
"by the place of commission, or the place of the
"offender's arrest, at the option of the prosecution.

"It is difficult to conceive that any dispute
"could arise in regard to the jurisdiction under
"this clause; but should the unlikely event
"occur of a dispute as to who should or should
"not be the prosecutor, I think we might safely
"leave such a case to be dealt with by diploma-
"tic action at the time.

"While fully admitting the value of some such
"a plan as that which the honorable Delegate for
"France has elaborated, to meet the question
"of a conflict of jurisdiction between Courts, I
"venture to think that diplomatic action might
"also be left to deal, when they arise, with all
"such difficulties as his proposal is intended to
"meet."

Sir Francis Plunkett then read the following
Draft Stipulations.

"The following Stipulations shall regulate,
"within the treaty limits mentioned in Arti-
"cle VI of the Jurisdictional Convention, the
"transitory period fixed upon by the said Con-
"vention.

"§ 1. Japanese Administrative Laws and
"Regulations shall be enforced by.....Courts,
"provided they have for their object the Police
"of Public Security, Sanitary Measures, and
"Measures of the Financial Administration,
"regulating the accurate valuation and assess-
"ment of taxes and dues payable by.....sub-
"jects.

"Laws and regulations referring to the
"Police of Public Security and Sanitary Mea-
"sures, when they have penalties attached, shall
"only be binding upon.....subjects in the
"event such penalties do not exceed a maximum
"of (500) five hundred yen fine, or imprison-
"ment for (3) three months, or both such fine
"and imprisonment.

"Regarding penalties for offences against

"aux mesures de l'administration financière
"ayant pour but de déterminer l'évaluation et
"l'assiette exactes des taxes et droits, la peine la
"plus forte qui pourra être prononcée ne devra
"pas excéder le maximum fixé pour les infrac-
"tions aux mesures relatives à la sécurité publi-
"que et aux mesures sanitaires.

"§ 2. Pour que les lois et règlements japonais
"puissent devenir applicables aux sujets.....
"dans les limites conventionnelles ci-dessus
"énoncées, il faudra que ces lois et règlements
"aient été préalablement publiés, en langue an-
"glaise, dans le *Journal Officiel*; pour les lois et
"règlements locaux, la publication sera faite de
"la même manière dans un journal de la localité
"désigné à l'avance à cet effet.

"§ 3. Les limites territoriales de juridiction
"entre les tribunaux japonais et les tribunaux
"consulaires seront déterminés conformément
"aux principes suivants:

"I. En matière pénale, la juridiction sera
"déterminée par le lieu du délit ou par le lieu
"de l'arrestation du délinquant, au choix de la
"partie poursuivante.

"II. En matière civile, la juridiction locale
"sera déterminée ainsi qu'il suit:

"1) Par le lieu d'exécution du contrat, s'il en
"est spécifié un dans le contrat même;

"2) Si le lieu d'exécution du contrat n'est pas
"spécifié, par le domicile du défendeur;

"3) Dans le cas où le défendeur n'a pas de
"domicile, par sa résidence au moment de
"l'ajournement;

"4) Les actions réelles immobilières, au péti-
"toire ou au possessoire, les actions en matière
"d'hypothèques, et toutes les actions quelconques
"ayant pour objet des immeubles, ainsi que les
"actions résultant d'un partage d'immeubles et
"celles en bornage, si les immeubles en litige
"sont situés en dehors des limites dans lesquelles
"les étrangers ont eu jusqu'à présent le droit de
"possession, rentreront dans la compétence ex-
"clusive du tribunal japonais. Les actions sem-
"blables, à l'intérieur des limites susdites, ren-
"treront dans la compétence exclusive des tri-
"bunaux.....

"Chaque tribunal sera juge de sa propre
"compétence; mais, si des deux tribunaux, le
"tribunal japonais ou le tribunal.....,
"l'un se déclare incompétent, l'autre sera com-
"pétent pour exercer la juridiction.

"measures of the financial administration reg-
"ulating the accurate valuation and assessment
"of taxes and dues, the highest penalty
"to be inflicted shall not exceed the highest
"penalty for offences against the public securi-
"ty and sanitary measures.

"§ 2. In order that the Japanese laws and
"regulations may become applicable to.....
"subjects, within the aforesaid treaty limits,
"they must have been previously published in
"the English language in the *Official Gazette*,
"and, if they are of a local character, in the
"same manner, also, in a local newspaper pre-
"viously designated for the purpose.

"§ 3. The territorial limits of jurisdiction
"between the Japanese and Consular Courts
"shall be regulated according to the following
"principles:—

"1 In criminal matters the jurisdiction
"shall be determined by the place of commis-
"sion, or the place of the offender's arrest, at
"the option of the prosecution.

"II In civil cases the local jurisdiction shall
"be determined in the following manner:

"1) By the place of performance of contracts
"as shown by the contracts themselves.

"2) In case no place of performance is desig-
"nated, by the domicile of the obligor.

"3) In case the obligor has no domicile, by
"the place of his sojourn at the time when the
"writ of action is served.

"4) Cases of claims concerning the owner-
"ship or possession of real property, concerning
"mortgages, or other claims of any kind in
"respect of real property, also claims arising
"from the distribution of real property, and
"questions of boundaries relating to property
"situated outside the limits within which foreign-
"ers have hitherto had the right of possession,
"shall come under the exclusive competence of
"Japanese Courts. Similar cases within the
"above limits shall come under the exclusive
"competence of.....Courts.

"Each court shall determine its own compe-
"tency, but if either the Japanese or.....
"Court declares itself incompetent, the other of
"the two shall be competent to exercise
"jurisdiction.

“ § 4. Les jugements ou arrêts prononcés par les tribunaux japonais en matière civile et commerciale auront force exécutoire dans les limites conventionnelles. Néanmoins, lesdits jugements ou arrêts ne pourront être exécutés qu'après que le tribunal consulaire compétent les aura déclarés exécutoires par un jugement prononcé dans la forme sommaire, dans lequel il sera constaté que le jugement ou l'arrêts a été prononcé par l'autorité judiciaire compétente, que l'assignation a été faite à la personne, que les parties ont été légalement représentées ou que le jugement a été légalement rendu par défaut, et que le droit de défense ainsi que le droit de recours ont été respectés.

“ En matière pénale, la forme et les conditions ci-dessus énumérées devront être observées avant que le condamné soit remis au tribunal qui a prononcé la condamnation, pour l'exécution de la sentence.

“ Les jugements des tribunaux ci-dessus mentionnés devront être communiqués en langue anglaise au tribunal consulaire.

“ Les tribunaux japonais seront, de leur côté, tenus de déclarer exécutoires les jugements ou arrêts prononcés par les tribunaux consulaires, en observant, à cet égard, la forme et les conditions prescrites pour les sentences japonaises, sauf cette différence que les tribunaux consulaires communiqueront leurs jugements dans leur propre langue.

“ § 5. Outre l'exécution des jugements, les tribunaux consulaires et les tribunaux japonais se rendront, sur réquisition faite en due forme, assistance réciproque en matière judiciaire, particulièrement pour la détermination et l'élucidation des faits.

“ Cette règle s'appliquera également à l'assignation des témoins résidant dans les ressorts respectifs de ces tribunaux, et qui seraient cités à comparaître devant un tribunal de l'autre Etat.

“ § 6. Le droit d'arrestation appartient d'une manière générale aux autorités japonaises. Toutefois, il est bien entendu qu'en l'absence d'un mandat émanant du tribunal compétent, ce droit ne pourra être exercé, dans les limites conventionnelles actuelles, à l'encontre d'un sujet....., que dans le cas de flagrant délit.

“ § 4. The judgments delivered by Japanese tribunals relating to civil and commercial matters shall have effect within treaty limits. Nevertheless the said judgments cannot be executed until after the competent Consular Court shall have declared them to be executable by means of a judgment pronounced in a summary manner by that Court, in which it shall be stated that the judgment in question has been pronounced by the competent judicial authority; that the summons to the parties has been served personally; that the parties have been legally represented, or that judgment has been given in their absence; and that the right of defense, and the right of appeal have been observed.

“ In criminal cases the forms and conditions above enumerated shall be observed before handing over the convicted criminal to the court which has sentenced him, for the execution of the sentence.

“ The judgments of the courts mentioned above must be communicated in the English language to the Consular Court.

“ Japanese tribunals shall, on their side, be bound to declare executable the judgments pronounced by Consular Courts, observing in this respect the forms and the conditions above enumerated in the case of Japanese tribunals, except that they will communicate their judgments in their own language.

“ § 5 Besides the execution of judgments, the Consular and Japanese Courts have, upon due application, to render each other further legal aid, especially for the determination and elucidation of facts.

“ This applies equally to the summoning of witnesses who are residing in the respective districts to give evidence before the court of the other State in that district.

“ § 6. The right of arrest rests generally with the Japanese Authorities. But it is understood that, in the absence of warrants from the competent courts, such right shall, within the present treaty limits only be exercised againstsubjects, when the offender is caught in fragranti.

“ La personne arrêtée sera relaxée immédiatement après que son identité aura été établie à la station de police. Dans le cas, toutefois, où son identité ne pourrait être établie immédiatement sur ses déclarations, ou dans le cas de crime ou d'intention de fuite présumée, le délinquant sera traduit sans aucun retard devant l'autorité consulaire ou judiciaire compétente.

“ Les autorités japonaises ne pourront pénétrer dans le domicile d'un sujet....., sans mandat du tribunal dont relève ce sujet, que dans les cas suivants:

“ a) Pour prévenir un danger imminent menaçant la personne ou la vie d'un habitant de la maison, ou résultant pour d'autres de l'état de la maison.

“ b) Pour constater un acte délictueux qui vient de se commettre dans la maison.

“ § 7. A l'égard des instances en matière civile ou pénale qui se trouveront pendantes devant un tribunal consulaire au moment de l'expiration de la période stipulée à l'Article VI de la Convention judiciaire, la juridiction de ce tribunal sera maintenue jusqu'à ce qu'une décision finale soit intervenue. Il en sera de même pour les instances pendantes en matière de faillite.

“ Les exécutions forcées se trouvant commencées lors de l'expiration de ladite période seront poursuivies et achevées conformément à la procédure jusque là en vigueur.”

M. de Martino fait observer que M. Aoki ayant déclaré que les Délégués du Japon se rallieront à toute contre-proposition qui pourra réunir les suffrages de la Conférence, et Sir Francis Plunkett venant de déposer sur la table de la Conférence un nouveau projet de stipulations, il serait désirable que la Conférence s'ajournât pour l'instant et se réunît à une date très-rapprochée, afin de se prononcer d'une manière définitive sur la question.

M. Zappe répond ainsi qu'il suit au discours de M. Sienkiewicz:

“ J'ai écouté avec un vif intérêt les observations du Délégué de France. En tant que ces observations se réfèrent aux opinions que j'ai

“ The person arrested shall be released immediately after his identity is proved at the police station. In the event, however, that his identity, cannot be immediately proved upon his declaration, or in case of crime or of suspicion of flight, the offender is to be brought at once before the competent Consular or Judicial Authority.

“ The Japanese Authorities shall not be authorized to enter houses occupied by..... subjects without orders from the court having jurisdiction over the occupants, except for the purpose:

“ a) Of preventing actual danger to the body or life of an inmate, or to prevent an actual danger to others resulting from the condition of the house.

“ b) Of ascertaining facts immediately on commission of a punishable act within the house.

“ § 7. In respect to those civil and criminal actions which have been in litis pendence in Consular Courts before the expiration of the period agreed in Article VI of the Jurisdictional Convention, the jurisdiction of the said Courts shall remain in force till the final decision of these cases, and, in respect to the pending proceedings in bankruptcy opened during the said period, till the final settlement thereof.

“ The coercive execution commenced during the said period shall be settled in conformity with the laws of procedure hitherto in force.”

Mr. Martino observed that in view of the fact that Mr. Aoki had stated that the Delegates of Japan would give their assent to any counter-proposition which might receive the approval of the Conference, and of the further fact that Sir Francis Plunkett had just laid on the table of the Conference a new Draft of Stipulations, it was desirable that the Conference should adjourn for the present, and should meet again at an early date for the purpose of pronouncing its opinion definitely on the question.

Mr. Zappe made the following reply to the speech of Mr. Sienkiewicz:

“ I have listened with great interest to the remarks of the honorable Delegate for France. As far as they refer to views expressed by me

“ exprimées précédemment, je ne veux pas mettre la Conférence dans l'obligation d'assister à une discussion qui prendrait un caractère académique si je répondais aux diverses objections qui ont été soulevées. Je préfère m'en remettre à la Conférence du soin de décider sur le mérite des différentes propositions qui ont été présentées pour le règlement des conflits de juridiction.

“ Je ne crois, cependant, pas devoir me dispenser de répondre à une question spéciale soulevée par l'honorable Délégué de France: je veux parler du point de savoir ce qui arriverait si le conflit de juridiction devenait nul et non avenue faute à la Cour arbitrale d'avoir statué dans les quatorze jours. Ma réponse sera que le tribunal devant lequel l'instance était pendante et s'est trouvée interrompue par le fait que la compétence a été contestée, reprendra tout naturellement la juridiction dont il s'était originellement saisi.”

A une interpellation directe de M. Sienkiewicz, qui prie l'orateur de vouloir bien faire connaître quelle sera la solution dans le cas contraire, c'est-à-dire si, au lieu de se déclarer tous deux compétents, les tribunaux se sont déclarés tous deux incompétents,

M. Zappe répond en rappelant qu'il a lui-même, pour les conflits négatifs de juridiction, recommandé l'adoption de la dernière partie de la proposition du Délégué de France relative à ce point spécial.

Le Président dit qu'en présence de la contre-proposition déposée par le Délégué de la Grande-Bretagne, et de la proposition faite par le Délégué d'Italie, il lui semble désirable que la Conférence s'ajourne au samedi 18. Il ajoute qu'en ce qui le concerne, il a lieu de croire qu'il pourra accepter la proposition du Délégué de la Grande-Bretagne; mais il a besoin d'un certain temps pour l'étudier de plus près.

M. Sienkiewicz fait remarquer qu'à la prochaine séance on se trouvera avoir à examiner en même temps et les questions de compétence et les questions relatives à l'application des règlements de police et d'administration. Il serait d'avis de séparer les deux ordres de questions et de décider que, la prochaine fois, l'on s'en tiendra aux questions de compétence. Il se déclare prêt, pour sa part, à discuter dès à

“ on a former occasion, I do not desire to impose on the Conference the obligation of listening to a discussion which would assume an academic character, were I to reply to the various objections that have been raised. I prefer to leave it to the Conference to decide upon the merits of the different propositions that have been submitted for the settlement of 'Conflicts of Jurisdiction.' ”

“ I will, however, not omit to answer the one particular question raised by the honorable Delegate for France: namely what would follow, should a conflict of jurisdiction have become null and void, in consequence of the Court of Arbitration having failed to give its decision within fourteen days. My answer is:--The Court in which proceedings had been stayed in consequence of its competency having been disputed, would, as a matter of course, continue to exercise the jurisdiction originally assumed.”

Mr. Zappe, in reply to a direct interpellation of Mr. Sienkiewicz who asked him to be so good as to explain what would be the solution in the contrary case, namely if the two Courts, instead of both declaring themselves competent, both declared themselves incompetent, called attention to the fact that he had, in so far as regarded negative conflicts of jurisdiction, recommended the adoption of the last part of the proposition of the Delegate of France, which related to this special point.

The President said that, in view of the counter-proposals brought forward by the Delegate of Great Britain, and of the proposition made by the Delegate of Italy, he thought it desirable that the Conference should adjourn until Saturday the 18th instant. He added that, for his part, he thought he would be able to accept the proposal of the Delegate of Great Britain, but he required time to examine it more closely.

Mr. Sienkiewicz remarked that at the ensuing meeting the Conference would have to examine, at the same time, both questions of competency, and questions relating to the enforcement of the Police and Administrative Regulations. He was in favor of separating these two classes of questions, and of deciding that, at the next sitting the Conference should confine itself to questions of competency. He declared him-

self ready, for his part, to discuss at once the question of regulations; but it seemed to him that the discussion would gain in clearness if it were confined, for the present, to the matters dealt with in the old Article IV.

M. Aoki propose, afin de simplifier les choses, que sa proposition tendant à combiner les Articles IV et IX du projet anglo-allemand en un article unique, qui deviendrait l'Article VI de la Convention, soit adoptée par la Conférence. Aucune objection n'a, que sache l'orateur, été soulevée, aux précédentes séances, contre cette proposition, et, l'opinion de la Conférence lui paraissant être en faveur d'un semblable arrangement, le second Délégué du Japon serait heureux que cet arrangement fût formellement accepté sans plus tarder.

M. Schévitch n'a pas d'objection à ce que la Conférence vote sur le nouvel Article VI proposé par M. Aoki; mais il croit devoir faire observer que, si cet article était adopté, il ne pourrait pourtant pas l'être dans son ensemble. La dernière phrase, en effet, fait mention des stipulations actuellement en discussion, et son adoption entraînerait l'acceptation implicite de ces stipulations.

M. Aoki déclare reconnaître la justesse de l'observation du Délégué de Russie. Il est d'avis, cependant, que la Conférence peut être consultée sur l'article, sous entente que les mots auxquels il est fait allusion seront considérés pour le moment comme étant laissés en dehors de l'acceptation.

M. Schévitch demande à attirer l'attention de la Conférence sur un autre passage de l'article, dont la rédaction lui paraît manquer de clarté. Au début du premier paragraphe, il est dit que “ Pendant une période de trois années à dater de l'époque fixée dans l'Article I, la juridiction consulaire continuera à s'exercer,etc.” Or, l'Article I porte: “dans les deux ans de l'échange de ratifications de la présente Convention.”—Cette expression: “ Dans les deux ans ” ne constitue pas une date certaine, car il dépend du Gouvernement japonais d'ouvrir l'Empire à un moment quelconque de la période. Il paraît donc au Délégué de Russie qu'il serait nécessaire de déterminer d'une manière précise le moment où les trois ans commencent à courir, et il propose, en conséquence, de substituer aux mots: “ à dater de l'époque fixée dans l'Article I, ” les mots “ à

self ready, for his part, to discuss at once the question of regulations; but it seemed to him that the discussion would gain in clearness if it were confined, for the present, to the matters dealt with in the old Article IV.

Mr. Aoki begged to propose that, in order to simplify matters, his proposition for the combination of Articles IV and IX of the Anglo-German Project into one Article, which would become Article VI of the Convention, should be adopted by the Conference. During the previous settings no objections had been offered to this proposition, and, as the opinion of the Conference seemed to be in favor of such an arrangement, he desired that it should now be formally accepted.

Mr. Schévitch said that he had no objection to the Conference voting on the new Article VI proposed by Mr. Aoki, but he observed that, if this Article was adopted, it could not be adopted as it stood. The last sentence of this Article referred to stipulations which were at present under discussion, and its adoption would imply the acceptance of those stipulations.

Mr. Aoki said that he recognized the justice of the observation of the Delegate of Russia. He thought, however, that the opinion of the Conference might be taken on the Article in question, with the understanding that the words referred to should be taken as excluded, for the time being, from acceptance.

Mr. Schévitch desired to call the attention of the Conference to another passage in the same Article, the wording of which appeared to him to be wanting in clearness. At the beginning of the first paragraph it was stated that “ For the period of three years from the time named in Article I the Consular Jurisdiction shall still remain in force ” etc. etc. “ Now Article I stated “ within two years after the exchange of the ratifications of this Convention ”. This expression “ within two years ” did not constitute a fixed date, for it depended upon the Japanese Government to open the Empire at some time during that period. It appeared, therefore, to the Delegate of Russia that it was necessary to determine more precisely the moment from which the three years would commence to run, and he proposed, therefore, to substitute for the words

dater de l'ouverture de l'Empire aux étrangers."

M. Aoki répond que le premier Délégué du Japon et lui-même ne s'opposent pas à la substitution des mots "à dater de l'ouverture de l'Empire aux étrangers", aux mots "à dater de l'époque fixée par l'Article I." Il croit devoir, toutefois, insister sur les raisons d'utilité et de convenance qui lui font désirer que sa proposition tendant à combiner les Articles IV et IX soit adoptée en principe par la Conférence, et il ajoute que les contre-propositions de Sir Francis Plunkett paraissent avoir été basées sur la présomption que cette proposition serait adoptée.

M. Schévitch déclare qu'après les réserves qui ont été faites relativement aux stipulations annexes, réserves qui figureront, d'ailleurs, au protocole, il lui paraît que la Conférence peut avec avantage adopter l'article proposé par le second Délégué du Japon, avec la substitution de mots qu'a suggérée l'orateur.

Il est alors donné lecture de l'Article VI sous sa forme amendée, ainsi qu'il suit:

ARTICLE VI.

"Pendant une période de trois années à dater de l'ouverture de l'Empire aux étrangers, la juridiction consulaire.....continuera à s'exercer dans les limites conventionnelles de Tokio, de Yokohama, de Kobe, d'Osaka, de Nagasaki et de Hakodate. Toutefois, les tribunaux consulaires.....devront appliquer les règlements de police et d'administration japonais qui auront été arrêtés d'un commun accord.

"La compétence des tribunaux consulaires et celle des tribunaux japonais, pendant la période précitée, ainsi que les questions de détail relatives à l'établissement d'un système satisfaisant de juridiction dans les localités ci-dessus mentionnées, seront régies par les stipulations ci-annexées."

M. Sienkiewicz dit qu'il prendra la liberté de faire à son tour une observation sur l'article en question. Il constate que, dans l'énumération qui figure à cet article, des ports ouverts où la juridiction consulaire continuera à s'exercer, Niigata a été omis. Or, des religieux et des religieuses de nationalité française ayant fondé dernièrement divers établissements à Niigata, le Délégué de France n'a ni le droit ni le pouvoir

"from the time named in Article I" the words "from the date of the opening of the Empire to foreigners."

Mr. Aoki said that the First Delegate for Japan and himself had no objection to the substitution of the words "from the date of the opening of the Empire to foreigners" in place of the words "from the time named in Article I." He must, however, again request that, for reasons of utility and convenience, his proposition for combining Articles IV and IX, should be accepted by the Conference in principle, and he pointed out that the counter-proposals of Sir Francis Plunkett seemed to have been based upon this assumption.

Mr. Schévitch stated that in view of the reservations which had been made with regard to the annexed stipulations, reservations which would appear moreover in the protocol, it seemed to him that the Conference might with advantage adopt the Article proposed by the Second Delegate for Japan, with the substitution of the words which he had suggested.

Article VI, in the following amended form, was then read:

ARTICLE VI.

"For the period of three years from the date of the opening of the Empire to foreigners the.....Consular Jurisdiction shall still remain in force within the treaty limits of Tokio, Yokohama, Kobe, Osaka, Nagasaki, and Hakodate. But the.....Consular Courts shall enforce such Japanese Police and Administrative Regulations as shall have been agreed upon.

"The competency of the Consular Courts and that of the Japanese Courts during the said period, as well as the particulars in respect to the establishment of a satisfactory state of jurisdiction in the above mentioned places, shall be regulated by the annexed stipulations."

Mr. Sienkiewicz said that he would take the liberty to make, in his turn, an observation on the Article in question. He wished to point out that in the enumeration in this Article of the open ports where Consular jurisdiction would continue to be exercised, Niigata had been omitted. As some French missionaries of both sexes had lately founded several establishments at Niigata, the Delegate of France had

de les placer dans une situation qui ne serait pas analogue à celle qui est réservée aux étrangers dans les autres ports ouverts. Il croit devoir, en conséquence, demander aux Représentants du Japon que Niigata et Sado (Ebisuminato) restent dans la condition où il se trouvent actuellement. Ce n'est, en effet, que le maintien *de statu quo* qu'il a l'honneur de réclamer.

Une discussion s'engage sur ce point entre le Comte Inouyé et le Délégué de France, à la suite de laquelle le Président déclare consentir à ce que Niigata soit ajouté à l'énumération de l'Article VI.

M. Sienkiewicz remercie le Président d'avoir bien voulu se rendre à sa demande.—Il ajoute qu'il est disposé à accepter l'Article VI avec cette addition; toutefois il est bien entendu, comme l'a fait remarquer l'honorable Délégué de Russie, que l'acceptation de l'article ne préjuge en rien la décision définitive qui sera prise relativement aux stipulations annexes.

L'Article VI, avec les modifications et les réserves précitées, est alors formellement accepté par la Conférence.

Le Président propose ensuite que la Conférence s'ajourne au samedi 18 décembre, à 2 heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée et la séance est levée à 4 heures un quart.

Signé:

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

neither the right nor the power to place them in a position different from that which was reserved for foreigners in the other open ports. He felt bound, therefore, to ask of the Japanese Representatives that Niigata and Sado (Ebisuminato) should be left in their present position. It was after all only the maintenance of the *status quo* which he had the honor to request.

A discussion arose on this point between Count Inouye and the Delegate of France, at the end of which the President stated that he consented to the addition of Niigata to the list of ports given in Article VI.

Mr. Sienkiewicz thanked the President for having been so good as to accede to his request. He added that he was ready to accept Article VI with this addition; it was well understood, however, that, as the honorable Delegate of Russia had observed, the acceptance of the Article prejudged in no way the definite decision which would be taken in regard to the annexed stipulations.

Article VI, with the above-mentioned changes and reservations, was then formally accepted by the Conference.

The President then proposed that the Conference should adjourn until Saturday the 18th instant, at 2 o'clock in the afternoon.

This proposition was accepted and the meeting terminated at a quarter past 4 o'clock.

Signed:

INOUE KAORU.
AOKI SUZO.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certifié conforme à l'original:

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STRENS.
TSUZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIEU.

Certified to be a correct copy: